

3. L'émission a-t-elle été faite dans tout le Canada?

4. Sinon, de quelles stations, et dans quel territoire l'émission a-t-elle eu lieu?

L'hon. M. HOWE:

Les renseignements suivants nous ont été fournis par la Société Radio-Canada:

1. L'adresse a été diffusée par la station CBO, Ottawa, et relayée par la station CBL, Toronto.

2. Le 18 janvier 1938, CBL a commencé à 9 heures du soir, heure normale de l'Est et a terminé à 9.29.40 heures du soir, heure normale de l'Est.

3. Oui.

4. Voir n° 3.

IRRADIATION DU DISCOURS DE M. BROCKINGTON

L'hon. M. LAWSON:

1. Qui a payé pour l'émission dans tout le pays du discours de C. W. Brockington, président de Radio-Etat, qui a eu lieu le ou vers le 4 février 1938, au sujet de l'augmentation des droits de permis pour postes de réception, et de la politique de vendre des chenaux aériens aux annonceurs des Etats-Unis?

2. Si aucun paiement n'a été fait, cette émission a-t-elle été faite comme programme complémentaire?

3. Combien de temps cette émission a-t-elle duré?

4. Quel est le prix moyen, pour le même temps, sur le même réseau de stations (a) pour les programmes commerciaux (annonces), (b) pour les programmes commandités (pas d'annonces)?

L'hon. M. HOWE:

Les renseignements suivants nous ont été fournis par la Société Radio-Canada:

1. Diffusé comme programme complémentaire.

2. Voir n° 1.

3. Trente minutes.

4. a) \$1,282.

b) Cette classification n'existe pas.

*MODIFICATION DE LA LOI DU CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

M. GARIÉPY:

Est-ce l'intention du Gouvernement d'amener, à la présente session, la Loi des Ports Nationaux, de façon à donner à chacun des ports un conseil d'aviseurs recruté localement?

L'hon. M. HOWE: A mon avis, cette question n'est pas régulière.

M. L'ORATEUR: Rayée.

*REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE

M. LANDERYOU:

1. Le Gouvernement a-t-il élaboré quelque plan qui, s'il est appliqué, réduirait substantiellement et éteindrait éventuellement la dette nationale du Canada (a) en vingt ans, (b) en cinquante ans, (c) en cent ans?

2. Si oui, en quoi ce plan diffère-t-il de la politique suivie depuis trente ans?

L'hon. M. DUNNING: Cette motion n'est pas régulière. Elle a trait à une question d'ordre administratif et ne saurait être faite sous forme de question.

M. L'ORATEUR: Rayée.

VENTE DE LA FLOTTE DE DRAGAGE

M. PELLETIER:

1. Le Gouvernement a-t-il vendu tout ou partie de la flotte de dragage du Saint-Laurent, y compris les outillages de marine, de Sorel, Québec?

2. Si oui, (a) à qui les a-t-on vendues, (b) pour quelle partie a-t-on fait un appel de soumissions, (c) la plus basse soumission a-t-elle été acceptée, (d) a-t-on reçu d'autres soumissions, et de qui, (e) quel était le montant de chaque soumission reçue?

L'hon. M. HOWE:

1. Oui.

2. a) A la General Dredging Contractors, Limited.

b) L'outillage susmentionné a été vendu par voie de négociation.

c), d) et e). Se reporter à 2, b).

ADMINISTRATION DU PORT DE SOREL

M. GARIÉPY:

1. Le port de Sorel est-il entré sous l'administration du Conseil des Port nationaux?

2. S'il ne l'est pas encore, est-ce l'intention du Gouvernement de placer le dit port de Sorel sous le Conseil des Ports nationaux, et si oui, quand, et sinon, pour quelle raison?

L'hon. M. HOWE:

1. Non.

2. Cette question a trait à un sujet de politique administrative.

3. Le port de Sorel est sous l'administration du ministère des Transports, comme port de l'Etat, conformément aux dispositions de la loi des ports et jetées de l'Etat.

COMMISSION TOUCHANT L'ASSISTANCE AUX VÉTÉRANS

M. EDWARDS:

1. Quel est jusqu'aujourd'hui le coût total de la Commission royale sur l'assistance aux anciens combattants?

2. Quels sont les taux de la rémunération et des allocations (voyage et subsistance) accordés à chaque commissaire et les montants versés jusqu'aujourd'hui à chaque commissaire, et si oui, nommément, sous ces en-têtes ou sous d'autres?

3. Quels sont les taux de la rémunération et des allocations de toutes sortes accordés aux avocats et aux assistants des avocats de la Commission, et les montants versés jusqu'aujourd'hui à chacune de ces personnes, nommément, sous ces en-têtes ou sous d'autres?

4. Quel est le coût total jusqu'aujourd'hui pour (a) l'assistance des secrétaires, (b) l'assistance des commis, (c) la préparation du rapport des délibérations de ladite Commission par les sténographes?